

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Monsieur l'Orateur, je m'expliquerai avec le député à l'extérieur de la Chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. La présidence aimerait savoir sans équivoque si le député consent à répondre à une question.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo): Monsieur l'Orateur, si le député veut discuter, je m'entretiendrai avec lui plus tard.

M. Benjamin: C'est une simple question, Len.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le député de Skeena (M. Howard) a la parole.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec un vif intérêt, bien entendu, mon ami le député de Kamloops-Cariboo (M. Marchand). Il est d'autant plus agréable et intéressant de l'entendre parler qu'il le fait si rarement. Puis-je lui signaler, par votre intermédiaire monsieur l'Orateur, que lorsque je reçois des lettres d'une coopérative de crédit, elles sont ordinairement classées parmi les rappels amicaux. Puis-je ajouter, à propos des dispositions du projet de loi concernant les coopératives de crédit et les autres coopératives, que ceux d'entre nous, qui en sommes membres depuis un certain nombre d'années, sont heureux de constater que finalement certaines de nos opinions au sujet de la répercussion néfaste que certaines dispositions du bill pourront avoir sur les coopératives de crédit et autres coopératives sont exposées à qui de droit. Les députés qui sont partisans du mouvement coopératif depuis des années accueillent avec satisfaction l'appui du député de Kamloops-Cariboo et de nombreux autres membres de son parti à cet égard. Nous espérons que cet appui sera efficace.

M. Whelan: Les coopératives et les caisses populaires existaient bien avant vous.

M. Howard (Skeena): Si je crois à un mouvement, cela ne veut pas dire que l'ai lancé. Je n'ai pas dit cela et le député le sait bien. J'aurais cru que le député garderait le silence après avoir osé déclarer, l'autre jour, qu'il approuvait le projet d'explosion nucléaire à Amchitka.

Une voix: Il ne sera pas nommé au Sénat.

M. Howard (Skeena): J'espère que les observations du député de Kamloops-Cariboo et d'autres auront un effet salutaire et que les dispositions nuisibles du bill en seront retirées. C'est curieux qu'elles s'y trouvent. On est surpris de l'ignorance que révèlent le ministre des Finances (M. Benson) et les fonctionnaires de son ministère en permettant la préparation d'un tel projet de loi. Au cours des années, ils ont écouté des groupes comme l'Equitable Tax Foundation qui désirent ruiner le mouvement des caisses populaires. J'espère que d'autres qui ont reçu des instances des caisses populaires et des coopératives en ressentiront autant de fierté que le député de Kamloops-Cariboo et qu'ils en parleront à la Chambre.

Ce qui est plus important c'est que, au moment de la mise aux voix de ces articles, ils s'y opposent. Tout est là: les actes comptent plus que nos paroles.

Pour considérer le bill dans son ensemble, il ne faudrait pas, je pense, se placer du seul point de vue des impôts. Il ne faudrait pas seulement se demander quelles taxes sont imposées, comment elles le sont, qui y est assujéti et quel

(M. l'Orateur suppléant (M. Laniel))

revenu il restera probablement au particulier après le paiement des impôts. Il faudrait considérer le bill dans une optique plus vaste. Peut-être plus que toute autre mesure législative présentée avant la présente législature ou, en vérité, avant la précédente, le bill à l'étude reflète en grande partie les positions économiques du gouvernement, c'est-à-dire du premier ministre (M. Trudeau), du ministre des Finances et, généralement, de l'ensemble du parti libéral.

L'imposition de ces taxes nuira à l'économie. Je ne veux pas me montrer dur, mais alors qu'il était plus jeune, et même aussi ces dernières années, le premier ministre a beaucoup voyagé de par le monde, par conséquent sa conception et ses impressions de la communauté universelle et des situations en d'autres pays ont un peu brouillé son esprit, lorsqu'il s'agit de nationalisme. Ses expériences l'empêchent de concevoir nettement les mesures à prendre pour conserver au Canada sa position parmi les nations du monde. Il ignore ce qu'il faut aux Canadiens pour maintenir leur intégrité au Canada, quelles décisions s'imposent pour accroître nos propres ressources humaines afin de pouvoir nous enorgueillir de nos titres d'êtres humains, quelles sanctions et quels objectifs devrait prévoir le gouvernement en matière législative afin que les Canadiens puissent profiter au maximum de leurs ressources nationales. N'oublions pas que le gaspillage ou l'exploitation de ces ressources sans qu'il soit dûment tenu compte de l'homme témoignent d'une étroitesse d'esprit. Cette expérience et ce comportement du premier ministre montrent qu'il est plus attaché au continent qu'au Canada. Il pense plus à l'attitude que les propriétaires étrangers auront envers le Canada qu'à celle que les Canadiens devraient avoir envers leur pays.

Malheureusement, d'autres pays se sont de plus en plus ingérés dans l'économie canadienne. Bien que la question ait été soulevée à diverses reprises dans le passé, l'intérêt public n'est intense que depuis trois ou quatre ans. La question ne préoccupait pas vraiment le public, et on ne se rendait pas compte des dommages qui résulteraient pour le Canada si l'immixtion étrangère dans notre économie se continuait sans objection. On aurait raison de s'attendre qu'un gouvernement adopte la même attitude dans un tel climat. Quand le public ne s'inquiète pas, le gouvernement reste indifférent, parce que les gouvernements agissent dans une large mesure en réponse aux pressions que les gens exercent sur eux.

• (9.30 p.m.)

Le public prend de plus en plus conscience de notre dépendance économique, et les cultivateurs, les travailleurs et les exploitants de petites entreprises d'une bout à l'autre du pays s'inquiètent énormément des effets nuisibles pour nous de la de la domination étrangère de notre économie. Le gouvernement du Canada devrait en être conscient, s'en inquiéter et faire preuve d'une juste fierté à l'égard du Canada. C'est un de nos problèmes, et il a été aggravé. On peut encore détecter une certaine partialité de la part du ministre des Finances, du gouvernement et de toute la hiérarchie, à l'égard des capitaux étrangers, une partialité à l'égard des pays étrangers qui font pour nous certaines choses que, dans l'esprit du gouvernement, nous ne pouvons faire nous-mêmes. C'est cette partialité qui nous blesse.